

*Depuis quelque temps, le nom de l'Allemagne est étroitement associé à la puissance économique, et il ne se passe pas plus d'une semaine sans qu'un observateur ne vienne le rappeler. Cette fois-ci, c'est au tour de Steven Rattner.*



**Par Khalid Adnane**

*Économiste, École de politique appliquée,  
Université de Sherbrooke*

Grand artisan du sauvetage de l'industrie automobile américaine en 2009 et chroniqueur régulier au New York Times et au Financial Times, Steven Rattner compte parmi les figures économiques les plus influentes aux États-Unis. Dans un entretien accordé récemment au magazine allemand Der Spiegel, Rattner invite les pays développés, les États-Unis en premier, à s'inspirer des transformations que l'Allemagne a effectuées durant la décennie 2000 car, selon lui, elles constituent la clé de sa puissance économique et de sa résistance devant les économies émergentes. Mais il faut être prudent : l'Allemagne a des dynamiques, des pratiques et des traditions qui lui sont propres, ce qui rendrait relativement difficile la duplication de son modèle économique et de sa réussite.

#### Réussite économique exemplaire

Et quelle réussite! L'économie allemande, après plusieurs années difficiles post réunification, est aujourd'hui une des plus performantes de la planète. Avec des taux de croissance de 3,6 % en 2010 et 3 % en 2011, son PIB s'établit à 3600 milliards de dollars, ce qui la place au 4e rang mondial derrière le Japon, la Chine et les États-Unis. Le taux de chômage demeure à un niveau enviable en bas du 6 % alors que la grande majorité de l'Europe et les États-Unis pâtissent avec des taux de chômage avoisinant les

10 %. Quant aux finances publiques, les chiffres démontrent une solidité hors pair, si bien que le déficit public a fondu en 2011 de plus de 100 milliards de dollars. Il représente aujourd'hui à peine 1 % du PIB, comparativement à 5 % au Canada, 6 % en France et presque 10 % en Grande-Bretagne et aux États-Unis (Source : OCDE). Ce n'est pas pour rien que les obligations allemandes sont si populaires et qu'elles se financent à des taux très faibles : en début de semaine, l'Allemagne payait 1,77 % sur ses obligations de 10 ans alors que la France payait 3 % et l'Italie et l'Espagne, presque 6 %.

Par ailleurs, l'industrie allemande, notamment dans le secteur automobile, est la plus compétitive de toute l'Europe. Les dernières statistiques confirment cette supériorité vis-à-vis ses rivaux européens. Par exemple, le constructeur Volkswagen domine avec presque 22 % des parts du marché de l'automobile européen (10 % pour Renault). Pas étonnant alors que l'Allemagne ne semble pas souffrir de l'agressive compétition asiatique et continue d'afficher des indicateurs reluisants en matière de commerce extérieur. Pour l'année 2011, les exportations ont atteint un niveau historique qui dépasse les 1400 milliards de dollars, et l'excédent commercial se situe à 220 milliards (Source : DESTATIS). C'est tout un contraste avec la situation de la France qui, à l'inverse, doit composer avec un déficit commercial avoisinant les 100 milliards.

S'il est vrai qu'une bonne partie de cet excédent soit tributaire de ses partenaires de la Zone et de l'Europe en général, et que la dépréciation de l'Euro depuis quelques mois ait contribué à doper ses exportations, il faut quand-même rendre crédit à la stratégie commerciale de l'Allemagne. Les percées qu'elle a réussies dans les marchés émergents, notamment en Chine, sont significatives. D'ailleurs, l'exemple le plus saisissant est certainement cet appétit affiché par les nouvelles classes aisées en Chine (et ailleurs en Asie) pour les produits allemands synonymes de qualité, de fiabilité et de luxe. Et si cette tendance se maintenait, la Chine deviendrait très bientôt le premier partenaire com-

mercial de l'Allemagne.

#### Réformes, sacrifices et traditions

Cette réussite, qui peut sembler simple à première vue, est le résultat d'une combinaison de facteurs décisifs, parfois propres à l'Allemagne. Le premier est certainement la longue tradition allemande en matière d'innovation. Grâce à des investissements importants et stables en Recherche & Développement, supportés à la fois par le public et par le privé, l'Allemagne réussit bien souvent à maintenir son avance sur ses rivaux commerciaux.

En 2009, ces investissements représentaient presque 3 % du PIB, comparativement à 2,21 % en France et 1,87 % en Grande-Bretagne (Source : OCDE). De plus, parallèlement à ces investissements dans l'innovation, l'Allemagne continue de miser sur un système de formation professionnelle et de « training » qui lui permet de développer une main-d'œuvre hautement qualifiée, une plus-value non négligeable pour ses entreprises.

Le deuxième facteur renvoie aux réformes majeures entamées par le chancelier Gerhard Schröder au début des années 2000. Ces réformes connues sous l'appellation « Hartz » (en référence à Peter Hartz, ancien cadre chez Volkswagen et initiateur de ces réformes) ont considérablement reconfiguré le marché du travail ainsi que le système de sécurité sociale. Elles constituent une réelle rupture dans l'histoire sociale allemande. La quatrième phase de ces réformes, Hartz IV, est la plus marquante : réduction des allocations de chômage de 36 à 12 mois, mesures d'incitation de retour au travail, emplois à temps partiel, formation professionnelle obligatoire, réforme des retraites, etc.

Ces réformes, largement contestées – notamment dans l'est de l'Allemagne (ex-RDA) – n'auraient jamais pu être mises en place, pas plus que la modération salariale à laquelle on a assisté durant la décennie 2000, sans cette tradition de concertation bien connue en Allemagne entre le politique, le patronat et les syndicats.

#### Le pragmatisme allemand

Maintenant que l'économie est au beau fixe, les travailleurs allemands sont en droit d'exiger des hausses salariales afin de compenser les pertes encourues durant les années de sacrifice, et ils ne manqueront pas d'armes dans leurs revendications.

Dans un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), publié le 24 janvier dernier et intitulé « Tendances mondiales de l'emploi 2012 : Prévenir une aggravation de la crise de l'emploi », celle-ci y va d'une charge virulente contre les conséquences négatives des réformes opérées en Allemagne durant les années 2000. Selon l'OIT, ces restructurations auraient augmenté sensiblement la précarité dans certains milieux de travail ainsi que provoqué des pertes réelles en termes de pouvoir d'achat chez les travailleurs à qui l'on doit aujourd'hui un retour d'ascenseur.

Mais l'arme la plus redoutable dans leurs revendications, les travailleurs allemands l'ont reçue de la classe politique, à commencer par la ministre du Travail, Ursula von der Leyen, qui déclarait récemment que les Allemands avaient fait beaucoup d'efforts pour limiter la hausse de leurs salaires en période de crise : « les entreprises allemandes engrangent des bénéfices importants [et] les salariés doivent maintenant avoir leur part » (Source : L'Express). D'ailleurs, les réactions ne se sont pas fait attendre : certaines compagnies, comme Audi et Porsche, ont déjà versé des primes substantielles dépassant les 10 000 \$ en moyenne par employé.

Un pragmatisme politique et économique remarquable, voire enviable. Probablement, l'élément le plus difficile à dupliquer dans les pays qui seraient tentés par l'adoption du modèle allemand, et Steven Rattner en est certainement bien conscient.

**La raison est simple : en Allemagne, ce pragmatisme est une tradition...**